

POINTS SAILLANTS

- Près d'une personne sur 10 est en insécurité alimentaire sévère
- Des taux de MAS dépassent le seuil d'alerte de 2% dans la province de Kirundo
- Une flambée du paludisme sévit au Burundi, plus de 9 millions de cas et plus de 4,000 décès rapportés
- CERF finance les secteurs de l'insécurité alimentaire et protection (DTM) avec un montant de USD 3,5 millions

CHIFFRES CLES

Pop. dans le besoin	3 millions ⁽¹⁾
Pop. ciblée	1 million ⁽¹⁾
PDI	169,000 ⁽²⁾
Réfugiés congolais	58,000 ⁽³⁾
Réfugiés burundais	380,000 ⁽³⁾
Pop. en insécurité alimentaire	3 millions ⁽⁴⁾
Pop. en insécurité alimentaire sévère	900,000 ⁽⁴⁾

FINANCEMENTS

73,7 millions
requis (US\$)

4,7% financés
à ce jour

(1) HRP 2017, (https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/hno_burundi_2017_fr_small.pdf)

(2) IOM, Tableau de bord de la DTM de décembre 2016 (https://gallery.mailchimp.com/cc2f3b17ed5c0bd65463d082e/files/6b0d3d09-111d-49cb-a3b0-b3fd4d2166ab/OIM_Burundi_DTM_Dashboard_Décembre_2016.pdf)

(3) UNHCR, à la date du 13 février, 2017 (<https://data2.unhcr.org/en/situations/burundi>)

(4) Bulletin ASIASAN de déc. 2016 – jan. 2017 (https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/bulletin_asiasan_n_1_dec_jan17.pdf)



Des femmes transportant de la nourriture dont elles ont bénéficié suite à une distribution du PAM. Photo : FAO

Au sommaire

- Dégradation de l'insécurité alimentaire p.1
- Malnutrition (MAS) à Kirundo p.3
- Flambée du Paludisme p.3
- Déplacement interne au Burundi p.4
- Bilan du financement humanitaire p.4

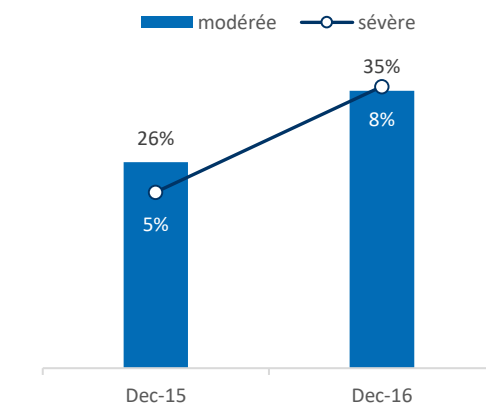
Presque 1 million de personnes de plus en insécurité alimentaire sévère en 2 mois

Dégradation de l'insécurité alimentaire

Le nombre estimé de personnes en insécurité alimentaire est passé de 2,1 à 3 millions entre octobre 2016 et janvier 2017, soit un quart de la population totale de 11 millions de Burundais. Près d'un million de personnes sont estimés être en insécurité alimentaire sévère¹ contre 806 000 en octobre 2016. Les provinces les plus affectées sont Bubanza, Bujumbura Rural, Cankuzo, Cibitoke, Muyinga, Kirundo, Ruyigi et Makamba. Cependant tout le pays est affecté à des degrés divers.

Cette dégradation s'explique par plusieurs facteurs, notamment la succession des aléas climatiques (déficit hydrique, inondations, grêle), un cumul déficitaire des productions agricoles des saisons 2016 ainsi que la recrudescence des maladies et ravageurs des plantes (chenilles, mosaïque du manioc). La moitié des ménages enquêtés ne possèdent plus de stock en aliments de base (haricot, maïs, patate douce et manioc)² d'où une prolongation de la période de soudure et une situation d'insécurité alimentaire déjà critique. Tous ces chocs externes viennent aggraver une situation déjà fragilisée par la dégradation de la situation socio-économique que traverse le pays et affecte tous les ménages. Près de 60% des déplacements internes recensés depuis octobre 2016 sont motivés par les désastres naturels³.

Pourcentage de la population en insécurité alimentaire modérée et en insécurité alimentaire sévère (décembre 2015 – décembre 2016)



Source: PAM FSMS

Environ un demi-million de personnes en insécurité alimentaire sévère devraient être ciblées par les partenaires humanitaires

Suite aux dernières analyses effectuées en janvier 2017, qui ont également motivé des consultations entre le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et certains partenaires du secteur agricole, les membres du secteur Sécurité alimentaire et moyens d'existence ont initié une réponse d'urgence.

¹ Bulletin ASIASAN de déc. 2016 – jan. 2017 (https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/bulletin_asiasan_n_1_dec_jan17.pdf)

² Enquête ménages, FAO, projet ASIASAN, décembre 2016 et janvier 2017.

³ OIM, Rapport DTM de Novembre 2016 (https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/rapport_dtm_7_novembre_2016_.pdf)



Habitantes de la colline de Gihungwe dans la province de Bubanza.
Photo : OCHA Burundi

«On n'a rien à manger. Nos enfants ne mangent qu'une fois par jour, et ça si on a de la chance» explique une mère de quatre enfants de la colline de Rugunga à Bubanza.

Le secteur a fait un appel ciblant environ 500.000 personnes dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural, Cankuzo, Cibitoke, Kirundo, Makamba, Muyinga et Ruyigi pour un besoin financier d'un montant de 10 millions d'USD.

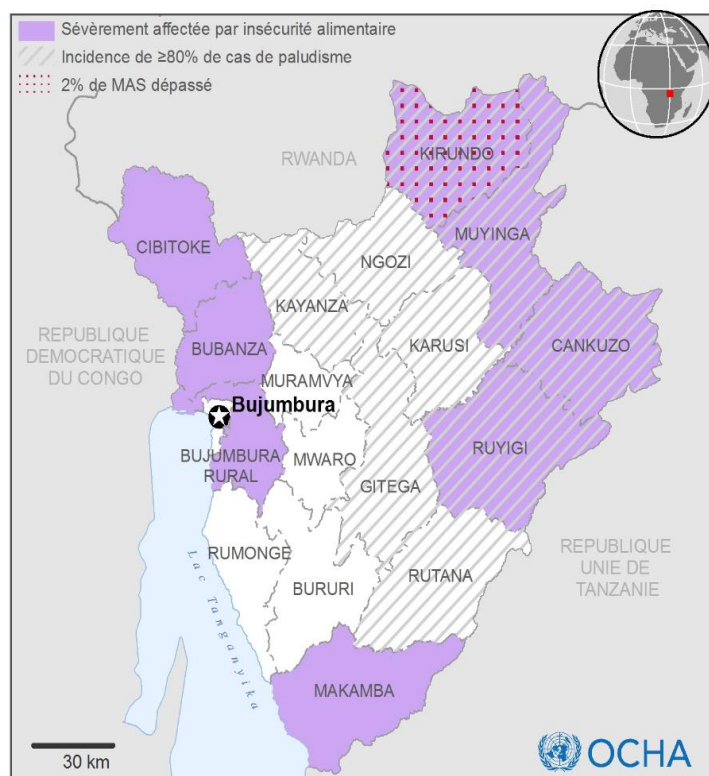
L'aide prévue consiste principalement à relancer la production agricole des petits producteurs affectés par le déficit hydrique, afin de ne pas manquer la nouvelle saison agricole 2017B. Cette assistance aiderait ainsi à limiter l'usage de stratégies de survie néfastes telles que la vente du capital productif, les déplacements de population, le vol dans les champs et le sexe transactionnel.

Des fonds CERF⁴ pour des interventions rapides, d'un montant de 3 millions d'USD ont pu rapidement être alloués pour permettre d'initier une première réponse d'urgence, soit 2 millions pour l'aide alimentaire et 1 million pour les intrants agricoles. Environ 120 000 personnes soit un quart du total de la population ciblée dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural, Cankuzo et Muyinga bénéficieront de cette aide. La FAO prépare une distribution des semences à travers des foires aux intrants prévus fin février et autres intrants agricoles pour soutenir la saison agricole 2017B qui vient de démarrer. Cette assistance sera couplée d'une distribution de rations alimentaires de protection (demi-rations).

Avec les fonds alloués, le PAM a complété en quelques jours une première distribution alimentaire pour 15 000 personnes dans 14 collines les plus affectées dans la province de Bubanza. Des groupes hautement vulnérables tels que les personnes âgées, celles vivant avec un handicap et les femmes enceintes ont été priorisés. Ainsi, toujours dans la province de Bubanza, 7 700 personnes vulnérables doivent encore être ciblées pour compléter cette première assistance.

En collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, des appels de fonds additionnels ont été lancés.

A défaut d'une réponse d'urgence suffisante pour couvrir les besoins en intrants agricoles, vivres et cash des personnes en insécurité alimentaire sévère, leur nombre déjà important pourrait augmenter et la situation évoluer vers une crise majeure. De même, les ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée pourraient basculer dans la phase sévère dans les prochains mois si l'impact des facteurs négatifs y compris la hausse des prix de denrées, le faible approvisionnement des marchés, chômage et faible pouvoir d'achat des ménages s'aggravait.



Sources: OCHA
Date de création: 15 février 2017
Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent aucune reconnaissance officielle de l'Organisation des Nations Unies.

4 CERF, (<http://www.unocha.org/cerf/resources/how-apply/rapid-response-0>)

EVALUATION CONJOINTE MIRA

Une mission d'évaluation multisectorielle (MIRA) sous la coordination de la Plateforme Nationale de la gestion des risques de catastrophes naturelles est planifiée pour mars.

- **Contexte:** Initiée suite à la détérioration rapide de l'insécurité alimentaire dans le pays et le besoin des données additionnelles.
- **Objectifs:**
 - Identifier d'éventuels besoins humanitaires dans les autres secteurs
 - Renforcer les capacités du système de coordination humanitaire au Burundi.
- **Couverture:** Bubanza, Cibitoke, Bujumbura Rural, Muyinga, Kirundo, Karusi, Ruyigi, Cankuzo, Makamba, Rutana.

Le seuil d'urgence de 2% de MAS dépassé dans plusieurs districts sanitaires de Kirundo

Le deuxième dépistage de masse effectué par le secteur nutrition entre octobre et novembre 2016 a confirmé une situation nutritionnelle alarmante dans la province de Kirundo⁵. Elle se traduit par un taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) supérieur à 10% (seuil d'alerte) et des taux de malnutrition aiguë sévère (MAS) dépassant le seuil d'urgence de 2% dans les districts sanitaires (DS) de Kirundo et Vumbi. Sur les 7 communes de la province de Kirundo, les quatre communes de Bugabaria et Kirundo, dans le DS de Kirundo, et Ntega et Vumbi, dans le DS de Vumbi, ont atteint des taux de MAS de 2.8%, 2.4%, 3.5% et 2.7% respectivement. D'autres provinces telles que Karusi, Makamba et Rutana nécessitent une surveillance accrue. Environ 47,000 cas de malnutris aigus sévères sont admis et traités dans les 244 centres nutritionnels thérapeutiques en 2016 contre 37,000 l'année précédente.

Des actions sont en cours y compris le pré-positionnement d'intrants nutritionnels dans les centres de santé pour prévenir les ruptures de stock, la formation de 300 prestataires et l'ouverture de 136 nouveaux centres nutritionnels.

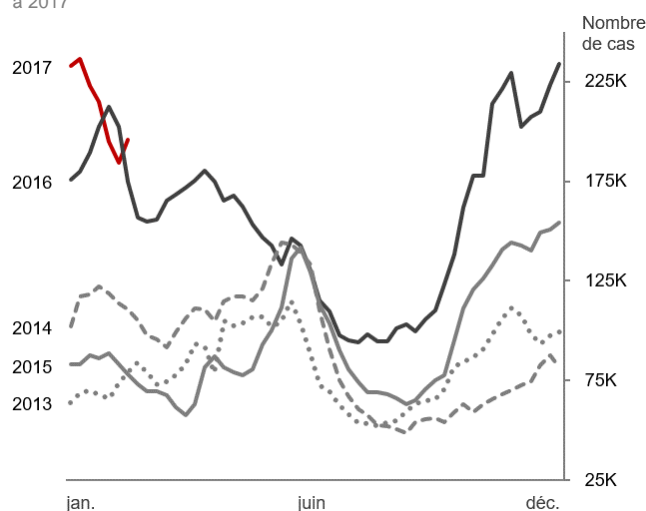
Il est estimé que la situation nutritionnelle se détériore dans les autres provinces. Une dépistage de masse va être menée en avril par le Pronianut avec l'appui de l'UNICEF pour identifier et traiter les enfants souffrant de MAS dans les 8 provinces les plus affectées par l'insécurité alimentaire. Aussi, une enquête SMART est en cours de planification et sera réalisée au deuxième semestre 2017. En outre, un premier suivi sur l'évolution de l'état nutritionnel sera fait à partir des données d'admissions MAS mensuelles collectées régulièrement.

Plus de 9 millions de cas de paludisme depuis janvier 2016

En seulement un mois (janvier 2017), plus de 906 000 cas de paludisme et 383 décès ont été enregistrés s'ajoutant ainsi aux 8,2 millions de cas et plus de 3 800 décès rapportés en 2016. Les provinces les plus affectées sont Cankuzo, Gitega, Karusi, Kayanza, Kirundo, Muyinga, Ngozi, Rutana et Ruyigi.

L'OMS a déployé une équipe d'investigation du 19-27 janvier qui a conclu que le Burundi actuellement registre des niveaux de cas de paludisme qui dépassent largement le seuil épidémique⁶. Suite à cette mission, le Ministère de la Santé, avec le soutien des membres du secteur de la santé, OCHA et USAID se sont mobilisés pour contribuer à élaborer un plan de riposte. Une réponse d'urgence doit être rapidement mise en œuvre

Evolution hebdomadaire du nombre de cas de paludisme de 2013 à 2017



Source : OMS

CHOLERA A CIBITOKÉ

Des cas de choléra ont été reportés fin décembre 2016 dans la province de Cibitoke.

A la date du 17 février :

- 169 cas ont été notifiés et pris en charge
- Pas de décès
- Le dernier cas remonte au 30 janvier.
- Le centre de traitement du choléra reste ouvert
- Les intrants médicaux sont disponibles
- 12,000 ménages sensibilisés sur la prévention du choléra
- 80,000L/jour d'eau potable disponible

⁵ <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burundi/document/rapport-de-depistages-de-masse-de-la-malnutrition-aigue-dans-six>

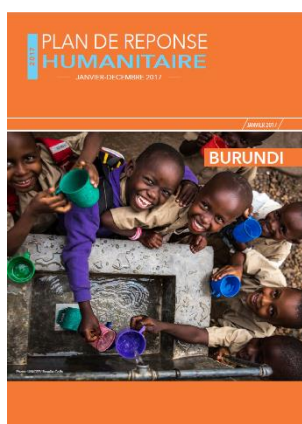
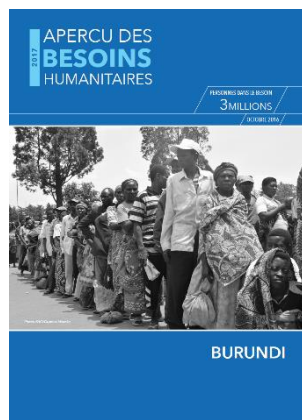
⁶ OMS, Lettre d'information n°1, février 2017 (<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burundi/document/mission-d%E2%80%99investigation-des-flamb%C3%A9es-de-cas-de-paludisme-s%C3%A9vissant-au>)

pour sauver des vies y compris à travers des pulvérisations intra-domiciliaires, des distributions de moustiquaires imprégnées pour diminuer la recrudescence du paludisme et le renforcement de la prise en charge notamment au niveau communautaire ainsi que la surveillance épidémiologique et le suivi et l'évaluation des interventions.

Environ 169 000 déplacés internes au Burundi

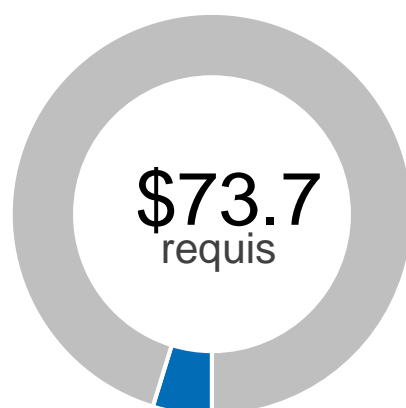
Le nombre de personnes déplacées internes a augmenté de deux tiers passant de 85,000 à 141 000, dont 31 000 nouveaux PDI recensés entre novembre et décembre 2016 à travers la matrice de suivi des déplacements des populations (DTM) de l'OIM Burundi. Environ 27 000 personnes seraient également déplacées dans les 7 provinces (Bururi, Cankuzo, Karusi, Kayanza, Muramvya, Mwaro et Ngozi) ainsi le nombre total estimé de PDI à plus de 169 000. Ces estimations seront vérifiées grâce à des financements CERF d'un montant de USD 500 000 qui couvre les besoins de la DTM pour trois mois.

Par ailleurs, les déplacements en dehors du Burundi ont aussi augmenté. Selon le HCR, le nombre de réfugiés burundais dans les pays limitrophes est passé de 344 199 à 380 344 (soit 11% d'augmentation) entre décembre 2016 et février 2017⁷.



Les documents HNO et HRP du Burundi sont disponibles :
<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burundi>

Financements



%4,7 financé

Plan de réponse humanitaire 2017	
	(en million de USD)
Besoins financiers	73,7
Contributions (CERF)	3,5
Besoins non couverts	70,2

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Virginia Villar Arribas, Chef de bureau, villararribas@un.org, Tel. (+257) 72111152
Hanane Babikir, Chargée des Affaires Humanitaires, babikir@un.org, Tel. (+257) 72111151
Adepero Oladeinde, Chargée de la Gestion de l'Information, oladeinde@un.org, Tel. (+257) 72111158

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur :
<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burundi> | www.unocha.org | www.reliefweb.int

⁷ UNHCR, à la date du 13 février 2017 (<https://data2.unhcr.org/en/situations/burundi>)